

Perceptions de l'intégration au Luxembourg

Une mosaïque d'approches¹

Michel
Legrand

Nationalité, intégration, immigration, langues : des réalités en tension

Le Luxembourg réfléchit et débat à nouveau depuis quelque temps sur plusieurs réalités en mouvement et en tension, toutes plus ou moins liées à la présence dans le pays d'un nombre croissant de personnes d'origines et de cultures différentes. Nous sommes en même temps dans un contexte institutionnel européen où le Luxembourg est amené à revoir sa législation en matière d'immigration et d'intégration pour la mettre en conformité avec les normes européennes. Le Conseil national pour étrangers en a profité pour inscrire au programme de sa nouvelle Conférence nationale pour étrangers (CNE) d'avril 2007 plusieurs des questions qui préoccupent la société civile dans ces domaines.

Parmi ces questions, il y a celle qui consiste à se demander en quoi consiste l'intégration. Tous les résidents définissent-ils l'intégration de la même manière ? L'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et la connaissance du luxembourgeois sont-elles étroitement liées et sont-elles toutes deux des conditions indispensables à l'intégration ? L'intégration des personnes d'origine et de culture différentes pourrait-elle être facilitée en leur accordant la possibilité d'acquérir la nationalité luxembourgeoise tout en gardant leur nationalité d'origine (« double nationalité ») ? Les Luxembourgeois et les autres résidents voient-ils les choses de la même manière ? Telles sont les questions que le sondage demandé nous permet d'aborder, en rendant compte de ses principaux résultats².

La demande de sondage

Le sondage a donc porté sur deux des questions en rapport avec l'actualité politique du moment, dans l'espoir que ces résultats puissent nourrir la

réflexion des participants à la Conférence nationale pour étrangers 2007, puis, ultérieurement, le monde associatif et le monde politique. Les questions concernent, d'une part, l'intégration (les images que les résidents en ont) et, d'autre part, la demande éventuelle d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, en rapport avec la possibilité de garder sa nationalité d'origine (« double nationalité »). Les résultats portant sur cette 2^e question ne seront pas présentés ici.

La question de l'intégration ayant déjà été posée en 1999 dans le cadre de la Recherche européenne sur les valeurs au Luxembourg, il a été convenu de reprendre la même question, avec les mêmes dimensions de l'intégration, pour permettre de mesurer d'éventuels changements entre 1999 et 2007, mais en y ajoutant une autre dimension : celle de la double nationalité.

Le sondage a été réalisé en janvier et février 2007 auprès de 1 000 résidents, Luxembourgeois et étrangers, selon les critères habituels de représentativité : sexe, âge, actifs/non-actifs, région et principales nationalités.

1. Approches variées et évolutives de l'intégration

La question sur l'intégration était constituée de 11 items portant sur des modalités et aspects de l'intégration.

Proches et au-dessus des 50 % de mentions « très important »³ (voir tableau), nous trouvons :

- les deux items à portée assez générale, mais marquant la réciprocité de la relation ou des efforts : efforts et compromis réciproques

Michel Legrand est responsable de la section Recherche et Formation au Sesopi-Centre intercommunautaire.

À noter
l'insistance des Luxembourgeois sur la connaissance du luxembourgeois, le trilinguisme n'étant mis en avant par aucun autre groupe national particulier.

- (74 %), d'une part, partage mutuel des richesses culturelles, d'autre part (49 %) ;
- le fait de disposer d'un travail (58 %) ;
 - le fait de pouvoir s'intégrer tout en gardant les coutumes et traditions du pays d'origine (54 %) ; et, enfin
 - la connaissance du luxembourgeois (52 %).
 - À l'autre extrême, on trouve les deux items sur la nationalité (double nationalité : 32 % et, nettement moins marqué, le fait d'acquérir [dans les conditions actuelles] la nationalité luxembourgeoise : 20 %).

Lorsqu'on combine les mentions « très important » et « plutôt important », 10 sur les 11 dimensions obtiennent des scores de plus de 60 % ; seule l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise (dans les conditions actuelles) obtient un score comparativement assez bas : 37 %.

De 1999 à 2007, on note des variations importantes. Pour toutes les dimensions, sauf une, les différences sont supérieures à 10 %, atteignant jusqu'à 30 % lorsqu'il s'agit de voir l'intégration comme le résultat d'efforts et de compromis réciproques. Il semble donc que les résidents accordent une importance plus grande à toutes ces dimensions de l'intégration et, par là, paraissent davantage préoccupés par l'intégration. En fait, des glissements se sont opérés entre 1999 et 2007 : pour cinq de ces dimensions, le glissement principal va de la mention « plutôt important » à la mention « très important ». C'est le cas, en ordre décroissant, des mentions : efforts et compromis réciproques, avoir un travail, garder les coutumes et traditions du pays d'origine, connaissance du luxembourgeois et devoirs tout en gardant sa nationalité d'origine. Pour les autres dimensions, les glissements vont de manière significative des mentions « peu important » et/ou « pas important du tout » vers la mention « très important ». Il s'agit, en ordre décroissant des dimensions : participer aux associations luxembourgeoises, le trilinguisme, la réussite scolaire des enfants et l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise (conditions actuelles). Même si les pourcentages d'augmentation ne sont pas les plus élevés, les glissements qui s'opèrent sont plus radicaux et plus profonds.

Parmi les sous-groupes concernés, les résultats par nationalité sont particulièrement significatifs : les Luxembourgeois insistent davantage sur la connaissance du luxembourgeois et, plus relativement (avec les Italiens), sur l'importance de participer à des associations luxembourgeoises. Mais ce sont surtout les Italiens et les Portugais qui insistent plus que d'autres et de manière significative sur certaines dimensions : ainsi les Italiens suivis des Portugais, sur le fait d'avoir un travail et la réussite scolaire des enfants ; les Portugais suivis

des Italiens (et des autres résidents UE et/ou des non-résidents UE), sur les mêmes droits en gardant la nationalité d'origine, le partage mutuel des richesses culturelles, le fait de s'intégrer en gardant les traditions et coutumes du pays d'origine ; les Portugais insistent plus que tous les autres sur la contribution positive de la double nationalité au processus d'intégration.

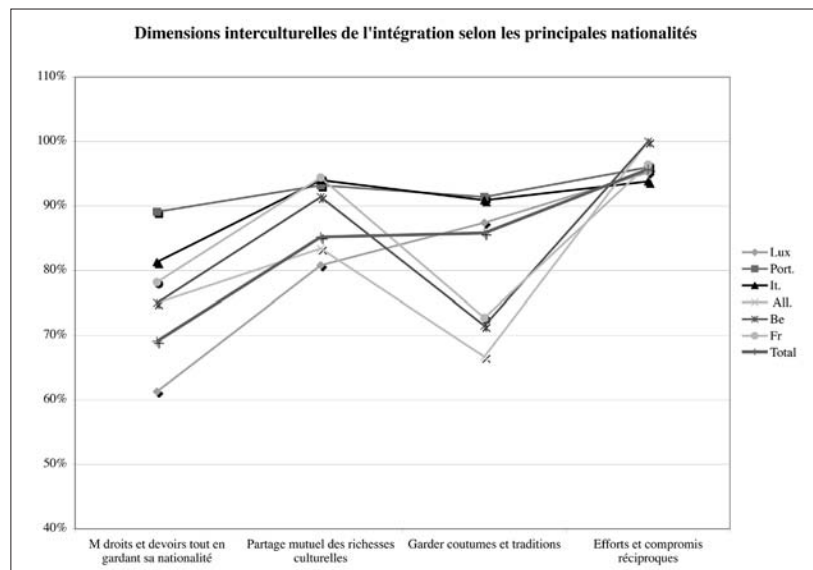
Quatre des dimensions incluses dans l'approche sont indicatrices d'un modèle « interculturel » d'intégration, très éloigné d'un modèle « assimilationniste ». Dans le cas présent, il s'agit de valoriser les compromis réciproques, les échanges culturels, les mêmes droits et devoirs, le maintien de la nationalité d'origine et le maintien des traditions et coutumes du pays d'origine (voir graphique 1 ci-dessous).

Si des écarts significatifs apparaissent, entre autres entre Luxembourgeois, d'une part, et Portugais, d'autre part, on constate aussi que les Luxembourgeois sont 60 % et plus à considérer ces dimensions de l'intégration comme importantes sinon très importantes.

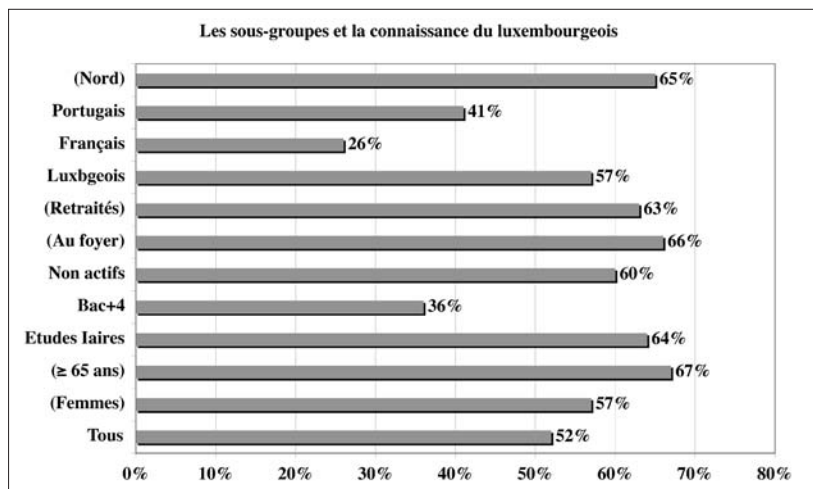
Tableau : Les dimensions de l'intégration hiérarchisées selon le % de mentions « très important »

Sondage 2007	Très important	Plutôt important	Total	Diff. d'avec EVS 1999 (très imp.)
Efforts et compromis réciproques	74%	22%	96%	30%
Avoir un travail	58%	29%	86%	23%
Garder coutumes et traditions	54%	32%	86%	20%
Connaissance du luxembourgeois	52%	31%	83%	13%
Partage mutuel des richesses culturelles	49%	36%	85%	15%
Mêmes droits et devoirs tout en gardant sa nationalité d'origine	39%	31%	69%	7%
Participer aux associations luxembourgeoises	37%	30%	67%	16%
Trilinguisme	36%	33%	69%	18%
Réussite des enfants à l'école	34%	28%	62%	23%
Double nationalité faciliterait intégration	32%	28%	60%	-
Acquérir la nationalité luxembourgeoise (conditions actuelles)	20%	17%	37%	13%

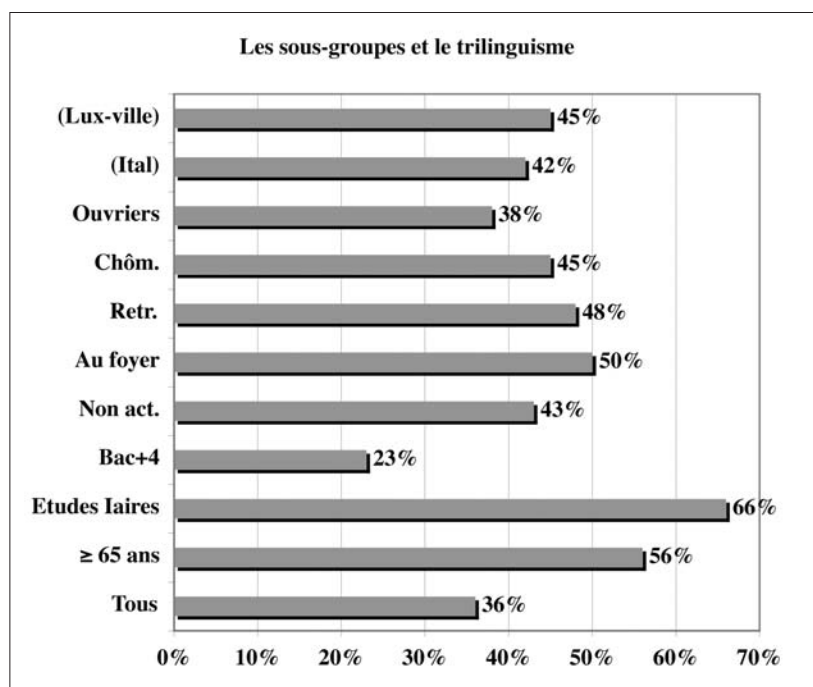
Graphique 1 : Dimensions interculturelles de l'intégration selon les principales nationalités



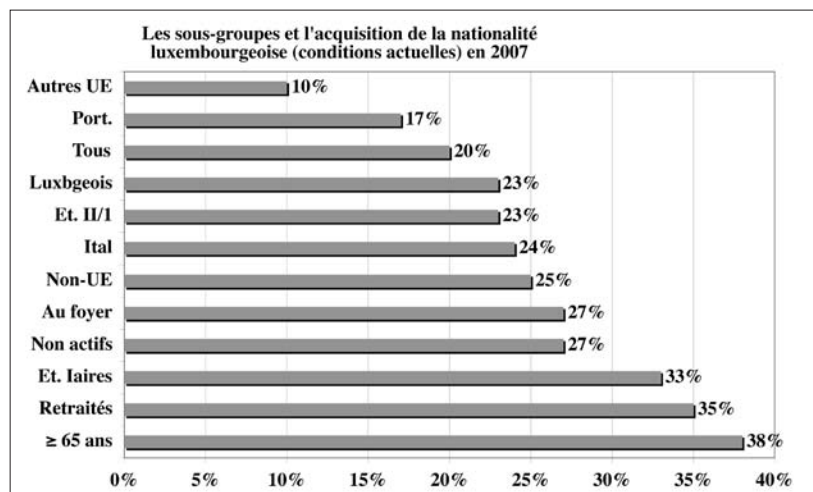
Graphique 2 : Les sous-groupes et la connaissance du luxembourgeois



Graphique 3 : Les sous-groupes et le trilinguisme



Graphique 4 : Les sous-groupes et l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise (conditions actuelles) en 2007



Par ailleurs, les augmentations notées entre 1999 et 2007 se retrouvent dans la plupart des principaux groupes nationaux. Chez les Luxembourgeois, les deux plus fortes augmentations se situent au niveau des compromis réciproques (aussi chez les Portugais) et le fait de pouvoir s'intégrer tout en gardant ses traditions d'origine (voir les graphiques 2 et 3 ci-contre).

Les circonstances politiques et les thèmes de la CNE 2007 ont incité à vérifier comment les principaux groupes et sous-groupes se situaient par rapport aux deux indicateurs relatifs aux langues et aux trois indicateurs relatifs à la nationalité (luxembourgeoise et d'origine).

À noter l'insistance des Luxembourgeois sur la connaissance du luxembourgeois, le trilinguisme n'étant mis en avant par aucun autre groupe national particulier (sauf un peu par les Italiens). Globalement, ce sont surtout les plus âgés, les personnes ayant un niveau d'études primaires et les « non-actifs » qui valorisent davantage et significativement les facteurs linguistiques, particulièrement la connaissance du luxembourgeois.

En ce qui concerne la nationalité, le sondage confirme les résultats de l'EVS 1999. Si l'intérêt d'acquies (dans les conditions présentes) la nationalité luxembourgeoise (20 %) a globalement augmenté (+13 %), et a augmenté dans tous les sous-groupes de la population, la cote de cette condition d'intégration reste parmi les plus basses. En 1999, la différence essentielle se situait entre les Luxembourgeois (10 %) et les Portugais (2 %). Aujourd'hui, les différences d'accent subsistent entre Luxembourgeois (23 %) et Portugais (17 %), même si elles se sont un peu réduites et on retrouve ici encore plusieurs des sous-groupes cités concernant les langues : les plus âgés, les non-actifs, les retraités et les personnes au foyer, celles ayant fait des études primaires et, plus relativement, des études secondaires de 1^{er} niveau, et les Italiens (voir graphique 4 ci-contre).

Les Portugais se détachent largement des autres groupes pour les deux dimensions de la nationalité : d'une part, la double nationalité comme facteur susceptible de faciliter l'intégration (56 % de mentions « très important ») et le fait de bénéficier des mêmes droits et d'avoir les mêmes devoirs tout en gardant la nationalité d'origine (66 % de mentions « très important »)... On retrouve aussi partiellement les mêmes sous-groupes que ci-dessus (entre autres études primaires, chômeurs), mais aussi et surtout la plupart des sous-groupes d'étrangers lorsqu'il s'agit de bénéficier des mêmes droits et d'avoir les mêmes devoirs tout en gardant la nationalité d'origine (voir les graphiques 5 et 6 p. 7).

Tout ce qui précède amène donc à penser que la question de la nationalité a gagné de l'importance, mais que, pour la plupart des sous-groupes d'étrangers, on voit la nationalité luxembourgeoise avant

tout comme moyen de s'intégrer, en bénéficiant des mêmes droits et en ayant les mêmes devoirs, et que le fait de garder sa nationalité d'origine représente une valeur importante et qui devrait peser dans les choix futurs⁴.

Conclusion : l'intégration, oui, mais pas n'importe laquelle !

Les changements de conjoncture permettent sans doute de comprendre les glissements dans l'importance attribuée à la plupart des dimensions de l'intégration considérées ici : en 1999, l'attention se portait davantage sur les demandeurs d'asile et les personnes en situation irrégulière, le chômage restait relativement faible par rapport à aujourd'hui, il n'y avait pas encore à l'horizon de débat sur la nationalité, sur l'immigration et sur l'intégration. Aujourd'hui, le chômage a augmenté, des économies sont à l'ordre du jour et il y a deux nouvelles lois, celles sur la nationalité et sur l'immigration, en préparation et en débat, et un avant-projet de loi sur l'intégration en préparation.

Les réponses au sondage indiquent clairement que ces questions intéressent les gens, et les intéressent plus qu'en 1999. Les premières analyses des réponses montrent que, s'il y a des convergences sur plusieurs dimensions de l'intégration, il y a aussi des accents différents, sinon parfois des divergences, entre certains groupes sociaux. Il serait donc dangereux d'oublier cette donnée dans les débats présents et futurs sur ces questions. D'autre part, les résultats laissent clairement apparaître que les sous-groupes fragiles ou fragilisés sont conscients de l'importance de la langue luxembourgeoise, du trilinguisme, de l'acquisition de la nationalité (pour avoir un emploi, pour vivre et survivre tout autant que pour « s'intégrer »...) ; mais ils expriment tout aussi clairement qu'ils tiennent à leurs racines (coutumes et traditions, nationalité d'origine...). Manifestement, la langue, la nationalité, c'est important. Mais, pour beaucoup de personnes d'origine et de culture étrangères, ainsi que pour certains Luxembourgeois, ce n'est pas le tout de l'intégration.

C'est donc à une approche nuancée et complexe de l'intégration que ces résultats invitent toute personne qui veut débattre de ces questions aujourd'hui au Luxembourg. Plus précisément, les résidents étrangers se prononcent assez clairement, mais aussi une majorité de Luxembourgeois, pour un modèle d'intégration qui, tout en insistant sur la nécessité de compromis réciproques, valorise l'égalité des droits et des devoirs, le partage des richesses culturelles, l'interculturalité et le maintien de spécificités liées au pays d'origine. Autrement dit, nous sommes loin d'un modèle assimilationniste d'intégration et nous sommes invités à avancer dans la ligne d'une réelle interculturalité... A condition de veiller à certaines attitudes de repli identitaire, survalorisant

la langue et la nationalité, mais manifestées jusqu'à présent seulement par de petites minorités.

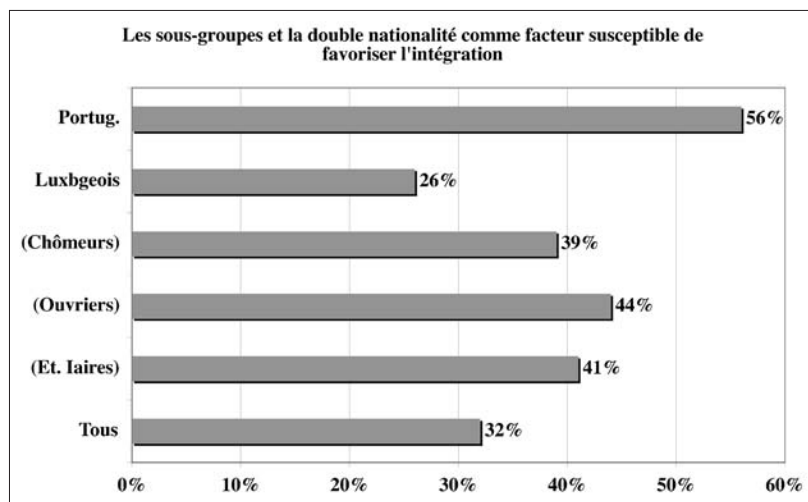
¹ Résultats partiels d'un sondage réalisé à la demande du Commissariat du gouvernement aux étrangers et du Conseil national pour étrangers auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente du GDL – janvier-février 2007.

² Une version complète des résultats est disponible au Sesopi-Centre intercommunautaire. Elle sera aussi publiée dans les Actes officiels de la Conférence nationale pour étrangers d'avril 2007.

³ Mentions possibles : « très important » – « plutôt important » – « peu important » – « pas important du tout » – « ne sais pas » – « sans réponse ». Dans le tableau, on n'a pas tenu compte des « ne sais pas » et sans réponse, qui, selon les cas, vont de 1 % à 7 %.

⁴ L'analyse des corrélations entre les dimensions linguistiques et de nationalité montre que les dimensions linguistiques (connaissance du luxembourgeois et trilinguisme) sont (a) fortement liées entre elles, (b) toutes deux sont relativement liées à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et (c) peu/pas liées à la double nationalité comme facteur d'intégration ; les deux dimensions de nationalité évoquant la nationalité d'origine (mêmes droits et devoirs en gardant la nationalité d'origine et la double nationalité comme facteur positif d'intégration) sont fortement corrélées entre elles ; l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise est positivement corrélée, mais moins fortement, avec la double nationalité comme facteur d'intégration.

Graphique 5 : Les sous-groupes et la double nationalité comme facteur d'intégration



Graphique 6 : Les sous-groupes et la dimension « mêmes droits et devoirs en gardant la nationalité d'origine »

